

ASSOCIATIONS RURALES

SERVICES AGRICOLES

POSSIBILITES D'EMPLOIS DANS L'AGRICULTURE



NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Les illustrations ont été réalisées grâce à la coopération des services d'information de l'ONU, de la FAO et du BIT

E / CN.14 / SWSA / 9

PUBLICATION DES NATIONS UNIES

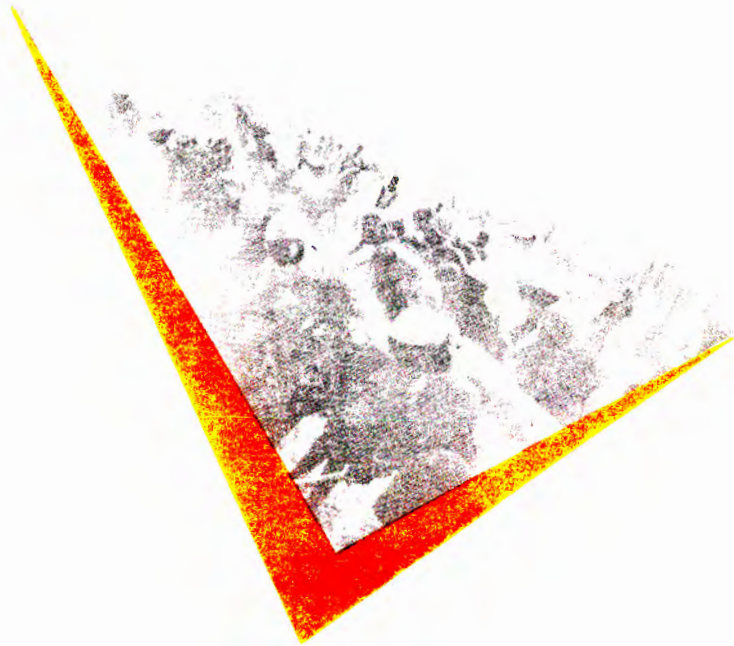
No. de vente : F.73.II.K.4

Prix : \$ E. U. - 1,50 (ou l'équivalent
en monnaie du pays)

ASSOCIATIONS RURALES

C'est bien souvent sous la pression des circonstances que les travailleurs d'une même branche d'activités se regroupent, s'associent pour défendre leurs intérêts. Il n'en va pas autrement pour les agriculteurs et autres travailleurs ruraux.

L'UNITE FAIT LA FORCE



Dans toutes les sociétés traditionnelles, conscients que l'union fait la force, hommes et femmes se réunissent pour accomplir certains travaux des champs, en particulier ceux qui requièrent un effort important (défrichement), ou ceux qui doivent être effectués dans un laps de temps limité (labours, récoltes). Ces usages sont restés en honneur, notamment pour les cultures vivrières et aussi pour l'édification des cases. Mais cette entraide ne s'est généralement pas étendue aux cultures destinées à la vente à l'exportation, introduites durant l'époque coloniale. Par ailleurs, les jeunes agriculteurs, partisans des méthodes modernes d'agriculture, sont peu enclins à perpétuer ces traditions.

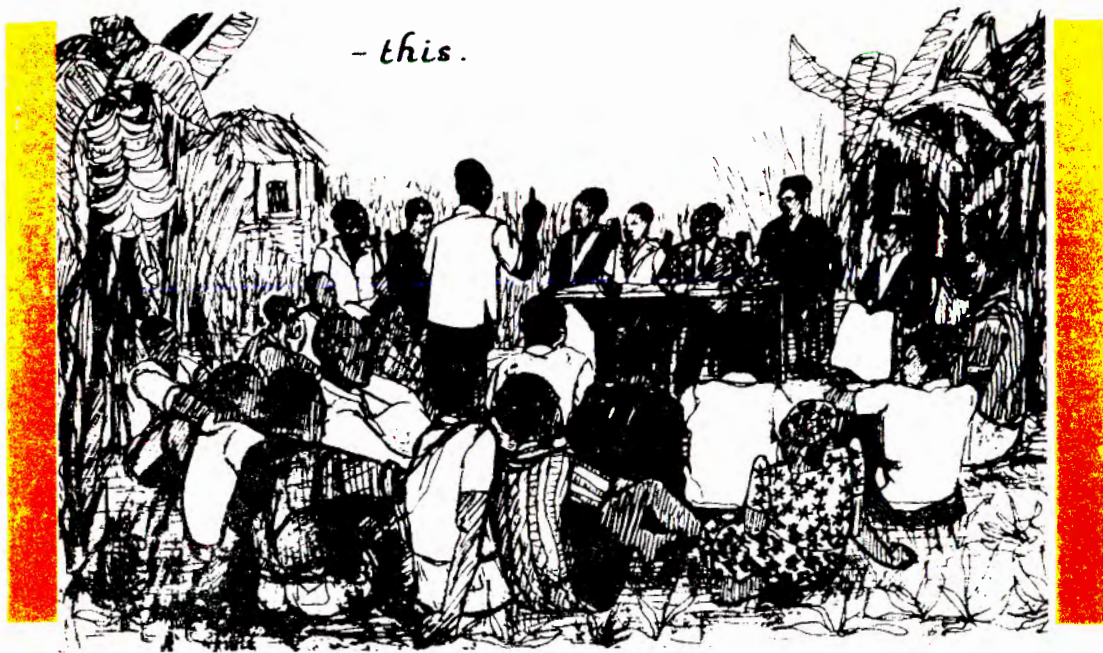
Les coopératives, introduites par les puissances coloniales, auraient pu prendre la relève des groupements traditionnels si elles avaient été présentées, dès le début, non seulement comme un moyen de développer la commercialisation des denrées d'exportation, mais

comme un instrument de développement économique et social, et acceptées comme telles par les populations. Elles pourraient ainsi remplir ce rôle d'héritières des traditions d'entraide si tous les moyens étaient mis en oeuvre pour corriger les erreurs du passé et pour faire oublier les nombreux échecs qui en ont résulté.

Cependant, il n'y a pas que les sociétés coopératives. En zone rurale, également, les associations peuvent prendre des formes différentes.

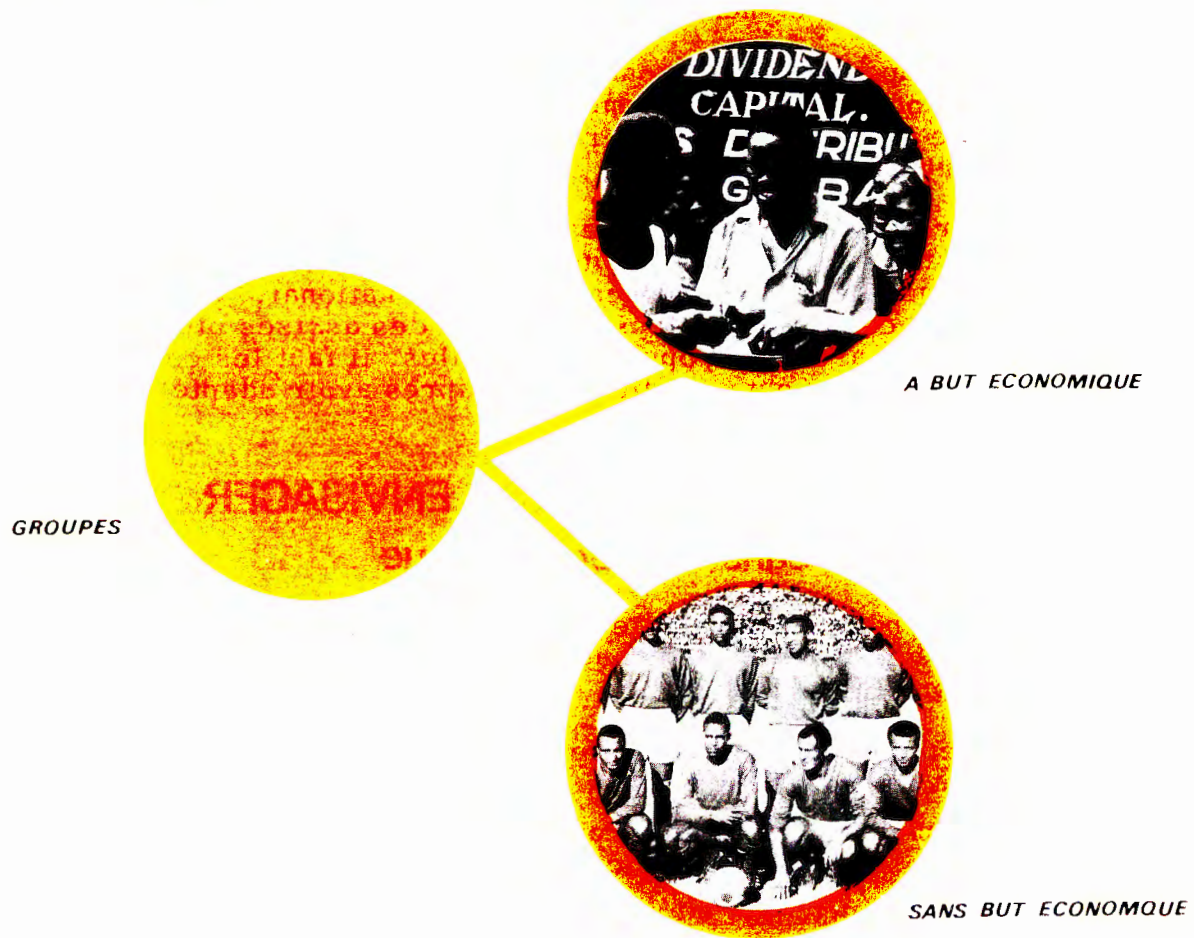
SOCIETES D'AGRICULTURE

Bien avant l'apparition des premières coopératives, les agriculteurs des pays plus développés économiquement se sont souvent groupés en sociétés d'agriculture. Le perfectionnement des techniques agricoles, l'introduction de variétés et de races nouvelles plus productives, la formation de leurs membres figuraient en bonne place parmi les buts de ces sociétés.



Or, entre les formes d'associations que l'on trouve dans tous les codes (sociétés anonymes, sociétés par actions, sociétés à responsabilité limitée, etc. qui sont des sociétés capitalistes) et les sociétés coopératives, il y a place pour une grande variété de groupements.

DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT,
DES EFFORTS DEVRAIENT ETRE TENTES POUR
PROMOUVOIR DE NOUVELLES FORMES D'ASSO-
CIATIONS MIEUX ADAPTEES AUX CONDITIONS
LOCALES ET AUX BUTS QU'ELLES AURAIENT
A ATTEINDRE



La connaissance du milieu doit précéder toute initiative, toute création nouvelle. Il est essentiel de tenir le plus grand compte des aspirations de la population.

En outre, il est essentiel d'établir une nette distinction entre les groupements sans but économique et les groupements ayant un but économique direct. La même législation ne saurait s'appliquer à des formes différentes d'associations. Parmi les objectifs des groupements sans but économique, on trouve : le développement intellectuel et professionnel des membres, l'organisation et la défense de la profession face aux autres groupements professionnels.

Les groupements à but économique direct ont un rôle des plus importants à jouer pour la promotion du développement. C'est dans ce secteur surtout qu'un effort d'imagination doit être accompli pour instituer des formes de groupements dynamiques bien adaptées aux conditions des diverses zones écologiques de l'Afrique.

Ces différents groupements, qu'ils aient un but économique direct ou non, doivent partir de la base. La plupart des agriculteurs africains ont maintenant dépassé le stade de la subsistance. Dans chaque zone écologique, des cultures sont pratiquées spécialement pour la production pour le marché. Dans le secteur de l'élevage, il en va de même.

Les groupements traditionnels sont basés sur la communauté locale. Le nombre de leurs membres est forcément limité, d'autant plus que les buts visés sont restreints à des objectifs locaux, généralement à l'entraide.

Les groupements dont ont besoin les nouvelles nations doivent dépasser le niveau des communautés locales; ils doivent déboucher sur des organisations plus vastes, au niveau national. Cependant, pour donner à ces organisations nationales des assises plus profondes dans la masse des populations rurales, il faut les constituer à partir des groupements traditionnels, après avoir adapté ceux-ci aux conditions nouvelles.

FORMES DE GROUPEMENTS A ENVISAGER

1. Groupements sans but économique

Par exemple, pour les agriculteurs et les éleveurs, quelles que soient leur spécialité et l'importance des fermes, des troupeaux, des entreprises, il faut :

- Des sociétés d'agriculture ou des unions d'agriculteurs (comme on en trouve au Kenya);
- Des chambres d'agriculture (comme la Chambre d'agriculture, de l'élevage et des forêts, du Cameroun);
- Des sections agricoles au sein du parti politique;
- Des clubs de jeunes agriculteurs (jeunes gens et jeunes filles);
- Des clubs de paysannes (comme au Cameroun occidental);
- Des syndicats de travailleurs de plantations.



D'autres groupements du même type peuvent se constituer parmi les pêcheurs, les forestiers et les autres travailleurs du secteur primaire.

Les artisans, les industriels, les ouvriers des divers corps de métiers, les commerçants et les personnes exerçant des professions libérales, auront aussi avantage à se grouper pour discuter leurs problèmes communs, défendre leurs intérêts, se perfectionner, entreprendre des études, des recherches, en vue de l'amélioration de leur santé, de leurs conditions de vie, mais aussi pour le développement de la nation dans son ensemble.

Il est également souhaitable que se constituent des groupements au sein desquels tous les habitants de la zone rurale pourront se retrouver, quelles que soient leurs activités professionnelles.

De tels groupements sont indispensables pour créer un esprit commun, et pour rendre la vie rurale plus attrayante et plus saine. Citons par exemple :

- Les groupes folkloriques;
- Les sociétés théâtrales;
- Les sociétés sportives;
- Les scouts;
- Les groupes de lecture, de couture, de bricolage, et bien d'autres encore.



Ces groupements pourront réunir des personnes de tous âges et des deux sexes, à moins que les femmes ou les jeunes par exemple, préfèrent se retrouver entre eux.

Dans bien des pays plus développés économiquement et cités en exemple pour leur développement harmonieux, dans les domaines social, économique et politique, de tels groupements ont joué et jouent encore un rôle capital.

2. Groupements à but économique

Les coopératives constituent, de l'avis unanime, la forme idéale des groupements visant un but économique, parce que, ainsi que l'a si bien précisé G. Fauquet dans "Le secteur coopératif", ... "le but de la coopération est de faire des hommes, des hommes responsables et solidaires pour que chacun d'eux s'élève à une pleine vie personnelle et, tous ensemble, à une pleine vie sociale".

Un des grands avantages des coopératives est qu'elles s'adaptent aux conditions les plus variées quels que soient les objectifs et les dimensions.

Mais, il faut des conditions tout à fait exceptionnelles pour que les coopératives du type classique se développent spontanément. La plupart des groupements dénommés "coopératives" dans les pays en voie de développement, ne sont en réalité que des sociétés qui traitent des affaires pour le compte de leurs membres et leur rendent des services, sans viser un but lucratif. Bien rares sont, en réalité, les "coopérateurs" qui participent effectivement à la gestion des affaires de leurs "coopératives".

L'ALLIANCE COOPERATIVE INTERNATIONALE (ACI) a des sociétés affiliées dans 59 pays. Les statistiques de 1971 font état de 553.467 sociétés, comptant 254.917.534 membres, dans 51 pays. Le chiffre d'affaires total s'élève à 124.315.600.000 dollars des E.-U..

Les mouvements coopératifs de 6 pays d'Afrique sont affiliés à l'ACI : Algérie, Ghana, Kenya, Maurice, Ouganda et Zambie, et totalisent 1.067.581 membres.

Cependant, le mouvement coopératif progresse dans tous les pays d'Afrique

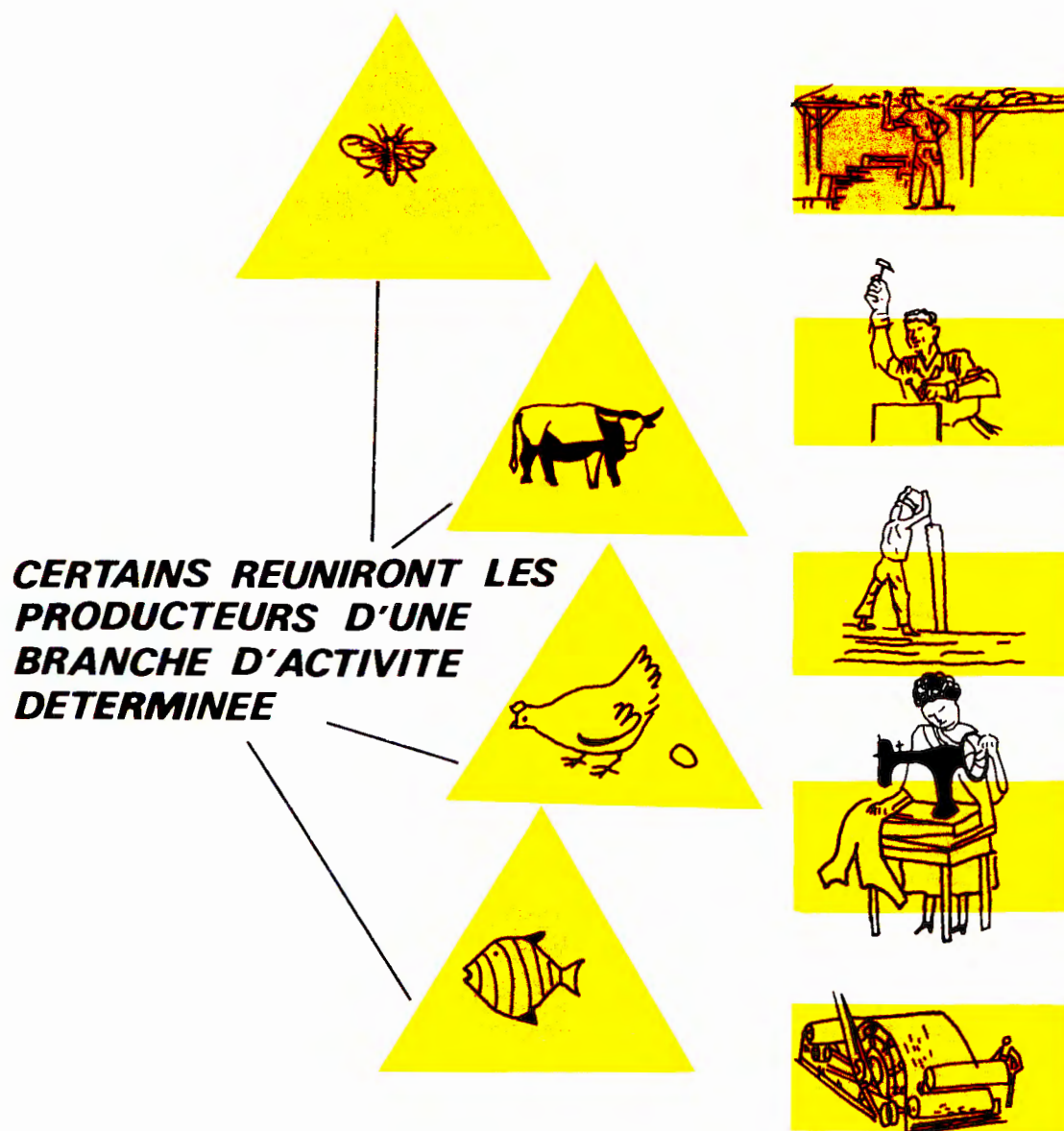
Répartition des sociétés affiliées, selon leur objet :

TYPE DE SOCIETE	NOMBRE DE SOCIETES	NOMBRE DE MEMBRES
CONSOMMATION - - -	50.999	112.699.118
EPARGNE ET CREDIT - -	263.573	76.723.039
AGRICULTURE - - -	123.626	35.623.887
DIVERS - - - -	7.200	15.942.744
CONSTRUCTION ET HABITAT -	36.659	7.003.172
DE PRODUCTION ET ARTISANALE	63.110	5.443.903
PECHE - - - -	8.300	1.481.671
Total	553.467	254.917.534

Pour être réaliste, il faut admettre que, dans les conditions actuelles, c'est la société à but non lucratif qui est la forme de groupement qui convient le mieux aux pays en voie de développement. L'essentiel, c'est que ces sociétés soient gérées avec compétence.

L'Etat pourrait encourager la création de ce type de société, beaucoup plus simple que la coopérative et même que les soi-disant "pré-coopératives". Il pourrait les diriger et les contrôler tout à sa guise, sans être en opposition avec les principes coopératifs.

La proposition qui précède est principalement formulée pour corriger les erreurs du passé, et pour redonner tout son sens au terme de "coopérative". Les dispositions doivent être prises,



bien sûr, pour que ces sociétés à but non lucratif évoluent vers la forme pré-coopérative et coopérative, au fur et à mesure de la prise de conscience effective des membres qui les composent.

Les groupements à but économique peuvent viser les buts les plus variés, jusqu'à satisfaire tous les besoins des populations rurales, de la production jusqu'à la consommation. Certains réuniront les producteurs d'une branche d'activité déterminée : agriculteurs, éleveurs, aviculteurs, apiculteurs, pêcheurs, artisans de divers corps de métiers, etc.. **D'autres groupements pourront rassembler des producteurs et travailleurs de diverses branches d'activité**, pour la distribution de biens de consommation, l'assurance par exemple, ou pour des services en commun.

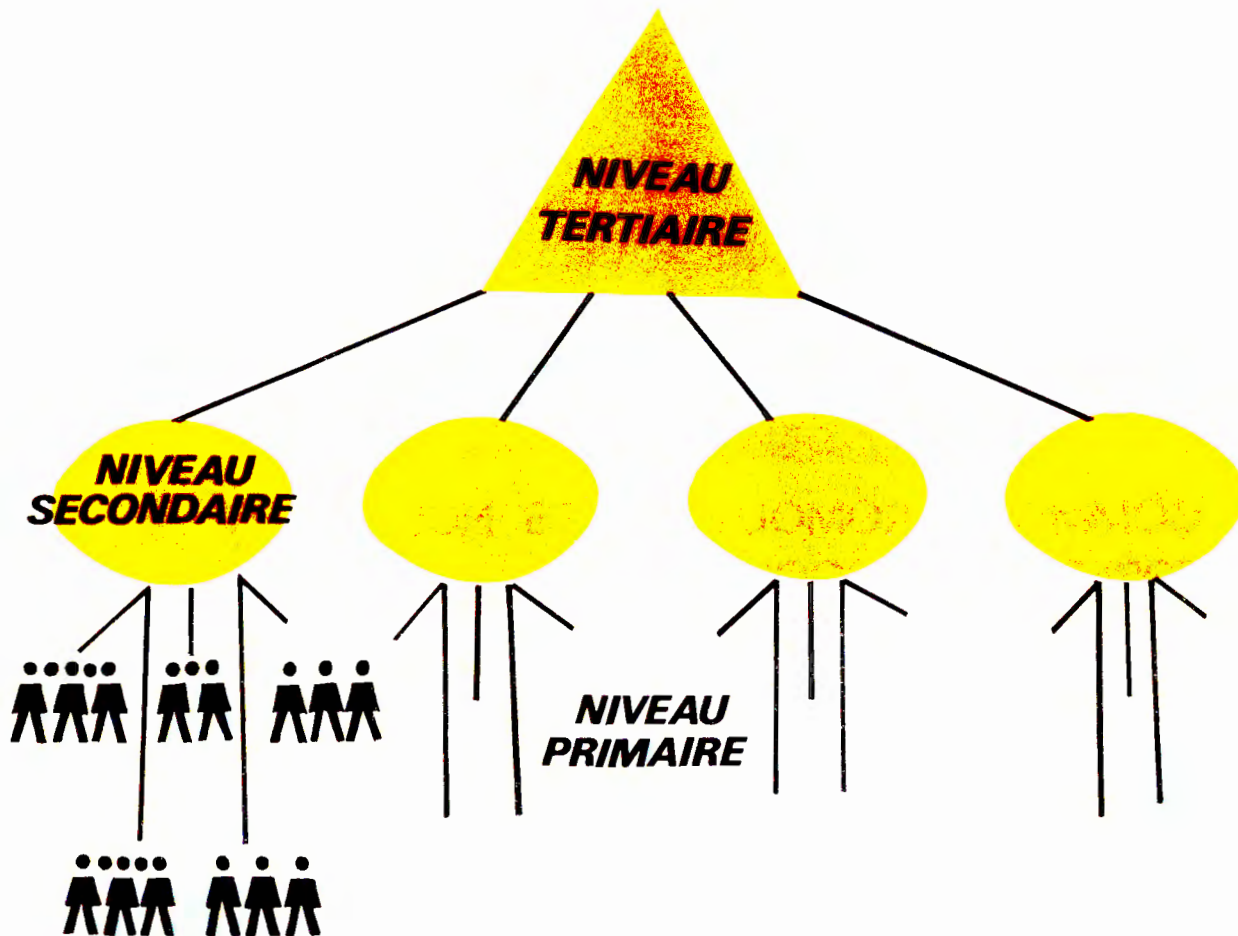


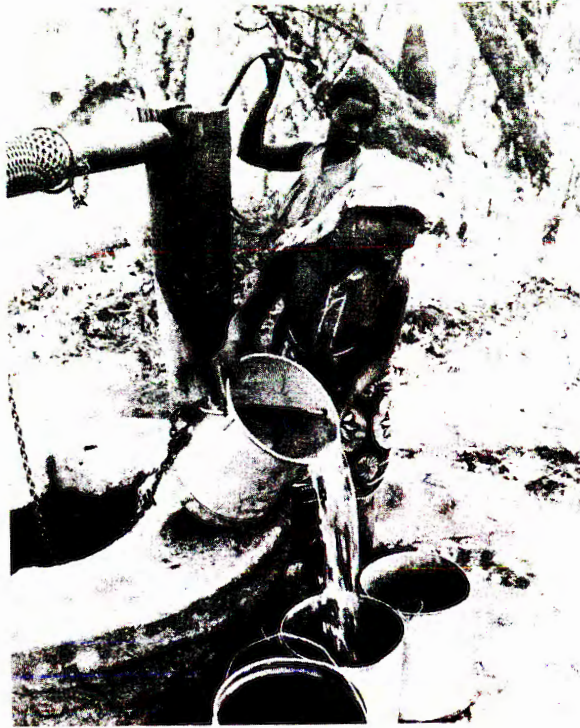
Il est indispensable, pour bénéficier de l'économie d'échelle, que ces groupements soient bien structurés, c'est-à-dire que les sociétés de base (que l'on désigne par le terme de sociétés primaires, dans le mouvement coopératif), soient regroupées au niveau secondaire, niveau des districts, en général arrondissements ou départements (sous la dénomination d'union ou de fédération, suivant les pays), puis au niveau tertiaire, niveau national en général (sous la dénomination d'association ou d'union nationale).

Chaque niveau doit avoir ses fonctions bien délimitées. Pour favoriser l'épanouissement de la personnalité des individus, et leur conscience en tant que citoyens, les sociétés primaires, au niveau des villages ou des bourgs des zones rurales, doivent constituer les cellules de base de ces divers groupements; ces sociétés primaires ne doivent pas être de simples sections régies par les groupements au niveau des districts, des arrondissements ou des départements.

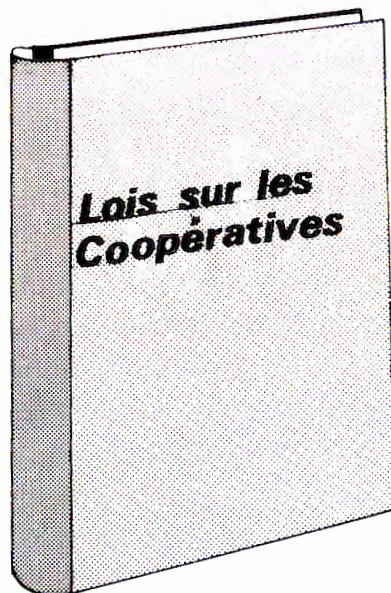
Dans toute la mesure du possible, la liberté d'adhésion devra être respectée. Cependant, certains de ces groupements pourront prévoir une adhésion quasi obligatoire des propriétaires de terre, lorsqu'il s'agira de réalisations d'intérêt collectif, telles qu'irrigation, mise en valeur d'une zone déterminée, adduction d'eau, etc..

Jusqu'à une certaine limite, les groupements à buts multiples (coopératives polyvalentes, par exemple), devront être préférés aux groupements à but simple. Cependant, il faudra tenir compte des besoins communs à tous les adhérents d'un même groupement, afin de ne pas créer la confusion et de ne pas compliquer la gestion.





COMMENT PROMOUVOIR CES NOUVELLES
FORMES D'ASSOCIATIONS ?



1. Tout d'abord, il faut une claire option gouvernementale

Les groupements dont il est question ici ne peuvent se constituer, s'organiser, se développer sans l'agrément officiel du gouvernement. C'est pourquoi il appartient aux autorités d'étudier à fond le problème des associations, des groupements existants, des groupements à créer. Lorsque les besoins sont bien définis d'un commun accord avec les intéressés, pour éviter les abus, il faut des lois régissant la matière. Lois, statuts et règlements doivent être simples et précis, pour être à la portée de tous les intéressés.

La procédure d'agrément ou d'enregistrement doit être rapide et simplifiée au maximum.

2. Le concours de chaque citoyen est indispensable

Dans tous les pays, de nombreux services officiels ont été créés pour s'occuper :

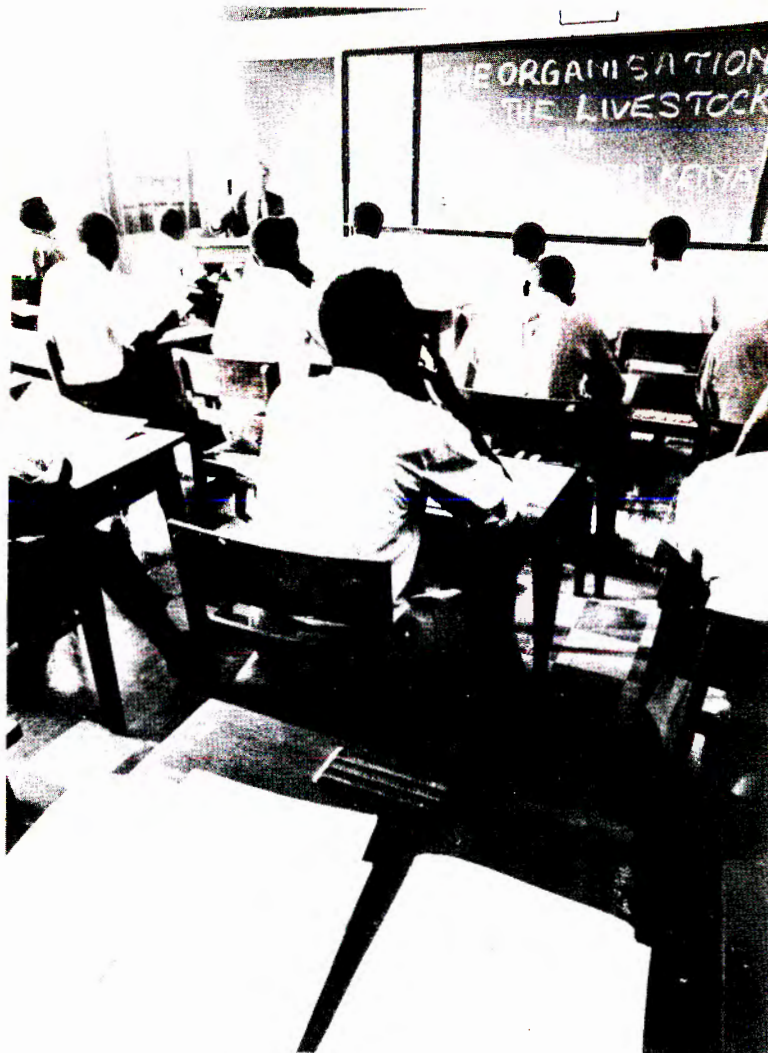
- Du mouvement coopératif;
- Des mouvements de jeunesse et des sports;
- Du développement rural;
- Des clubs de jeunes agriculteurs, etc..

Le principal rôle des agents de ces services est de sensibiliser, d'animer les populations, surtout dans les zones rurales, encore si négligées comparativement aux zones urbaines.

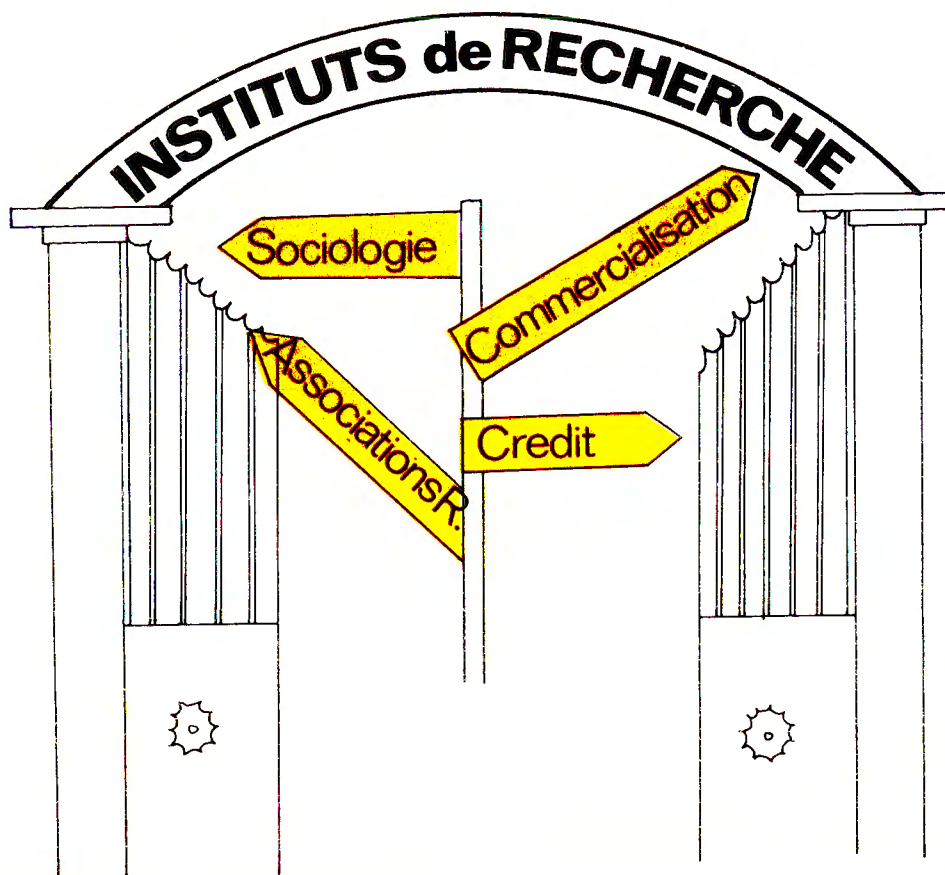


Certains pays (Madagascar, Niger par exemple) ont compris que l'animation rurale devait déboucher sur des structures d'accueil, au niveau des populations rurales; ils encouragent la formation de groupements socio-économiques, pour le développement (associations sociales locales, à vocation économique avec, comme objectif, la structuration et l'auto-encadrement).

Mais l'esprit communautaire doit être développé dans les familles, à l'école, dans les classes d'alphabétisation, dans les usines, les ateliers, bref partout où quelques individus se trouvent réunis. Les plus instruits, les plus dynamiques d'entre eux ont le devoir civique de prendre l'initiative des groupements qui s'avèrent les plus utiles. Les agents des services officiels doivent les conseiller, les aider à s'organiser, en conformité avec les dispositions légales.



3. Recherche et campagnes nationales



Au départ, il faut des recherches pour apprendre à connaître encore mieux l'homme, son milieu, ses aspirations, ses besoins, ses institutions.

Ces recherches devront être orientées directement vers le rôle joué par les associations existantes afin de déterminer les modifications et les compléments à leur apporter, pour les adapter aux conditions actuelles et aux besoins futurs, en vue d'un développement économique et social harmonieux des zones rurales.

Lorsque les objectifs auront été bien définis, des campagnes nationales devront être lancées, avec le concours bénévole de tous les éducateurs, de tous les agents du développement rural, de tous les dirigeants locaux et en utilisant les moyens audiovisuels d'éducation de masse.



CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le rôle des associations, des groupements, pour la mobilisation des populations rurales, pour l'exécution des plans de développement, a été sous-estimé, à part quelques timides mentions des coopératives dans certains plans de développement.

Mais il n'y a pas que les coopératives. D'autres formes de groupements plus simples doivent être étudiées et généralisées.

LA CEA EST PRETE A ACCORDER SON ASSISTANCE
AUX ETATS MEMBRES QUI EN FERONT LA DEMANDE.

SERVICES AGRICOLES

A quelques exceptions près, même dans les pays les plus développés, les services agricoles sont essentiellement des services officiels. En Afrique, ces services étaient relativement statiques, à l'époque de la colonisation. Leur but était principalement d'assurer l'application des lois et des règlements relatifs à la production des denrées d'exportation, à la distribution de prêts de soudure, notamment de céréales, pour la subsistance des populations, et de semences, pour les se-

MINISTRE DE L'AGRICULTURE

mailles de la saison suivante. Les centres de recherche agricole étaient orientés vers l'amélioration quantitative et qualitative des produits d'exportation.

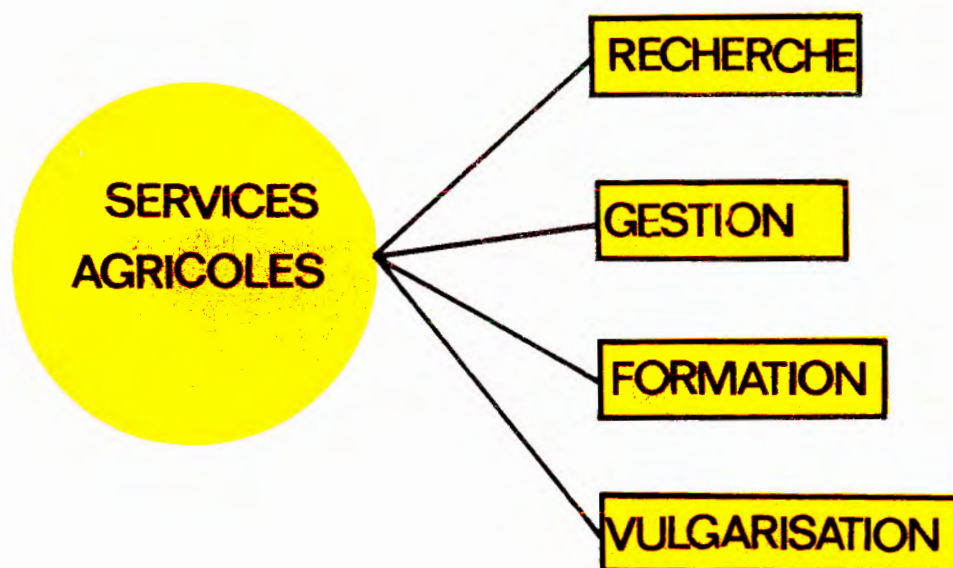
Les services directs ou subsidiaires, tels que la distribution et la vente d'engrais et d'outillage, la lutte antiparasitaire, la vaccination, le dressage de boeufs de labour, la commercialisation, etc. étaient aussi souvent rendus aux agriculteurs par les services agricoles.

A l'heure de l'indépendance, tous les pays ont souhaité une participation plus totale des agriculteurs au développement. Mais ils se sont trouvés, pour la plupart, devant une très nette insuffisance numérique et qualitative de cadres, à tous les niveaux, pour accomplir cette tâche de mobilisation des populations rurales. D'autre part, les fonctionnaires chargés des services agricoles au moment de l'indépendance n'ont pas accepté volontiers de sortir de leur routine; ils étaient préparés pour administrer et non pour gérer. C'est alors que les gouvernements des jeunes Etats ont parfois créé de nouveaux services (services du paysannat, services de l'animation rurale, services du développement rural, etc.) ou qu'ils ont confié à des sociétés de développement des tâches précises dans des zones bien délimitées.

IL FAUT DES SERVICES AGRICOLES BIEN ORGANISES POUR L'EXECUTION DES PLANS DE DEVELOPPEMENT

Quelles sont les tâches de ces services ?

- Procéder à des recherches,
- Former,



- Vulgariser,
- Encadrer.

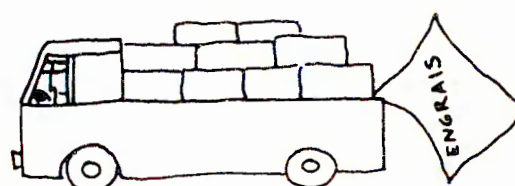
Certains ont à exercer des activités de nature éducative, d'autres à assurer l'application des lois et des règlements, d'autres, encore, à fournir des services directs aux agriculteurs.

Application débouché

Enseignement

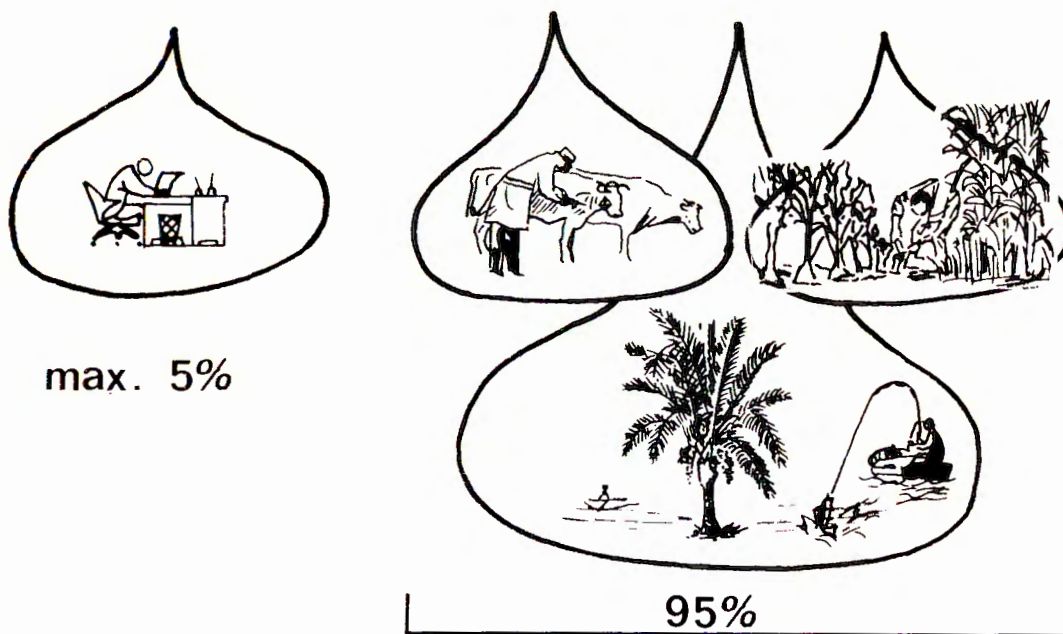


Services
Directs



Toutes les activités des services doivent **être concentrées sur le terrain.** Les effectifs des états-majors, au niveau des ministères et des directions (niveau de conception) doivent être réduits au strict minimum.

Le principal rôle des services agricoles est de mettre au point les techniques de production les plus favorables (c'est le rôle de la recherche, sans oublier les aspects économiques et sociaux), et de diffuser ces techniques au niveau de tous les producteurs (rôle de la vulgarisation).



Les services agricoles ont la responsabilité de conseiller le gouvernement quant à la politique à suivre pour assurer une production harmonisée, diversifiée, dans toutes les zones du pays, compte tenu :

- Du ravitaillement de la population en denrées alimentaires, sans oublier les besoins en protéines;
- Du ravitaillement des industries en matières premières;
- Des possibilités d'exportation;
- De la réduction des importations.

C'est là une lourde responsabilité, car chacun sait qu'en agriculture, tout changement d'orientation de la production exige plusieurs années. Les services agricoles doivent être

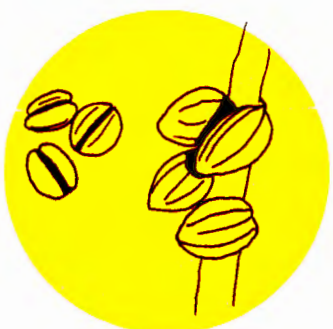
bien équipés pour prévoir les nouvelles orientations dans les meilleurs délais.



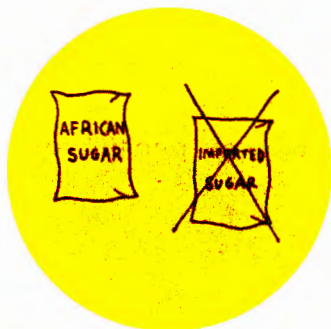
MARCHE



INDUSTRIE



EXPORTATIONS



REDUCTION DES IMPORTATIONS

ORIENTATION DE LA RECHERCHE

Pour les produits d'exportation, la recherche est bien organisée et bien équipée en Afrique, et les instituts et centres de recherche collaborent étroitement entre eux, surtout au sein d'un même groupe linguistique.

Par contre, on constate un grand retard en ce qui concerne les produits vivriers, base de l'alimentation des populations locales, et les fruits. Dans la plupart des pays d'Afrique, la recherche a négligé ce secteur.

La révolution verte n'a porté jusqu'ici que sur un choix limité de céréales. Il faut l'étendre aux autres plantes à gros rendement de matières nutritives.



Dans le domaine de la production animale, la recherche n'a guère retenu l'attention, sauf en ce qui concerne la santé animale. Les stations de recherches zootechniques devraient être multipliées, pour créer des races plus productives et pour mettre au point des méthodes d'élevage plus rationnelles, adaptées aux diverses conditions africaines. L'alimentation du bétail est un sujet à retenir tout particulièrement, ainsi que les aménagements hydrauliques et la protection des pâturages contre les feux.



FORMER DES CADRES ET DES AGENTS

C'est à cette tâche primordiale que doivent être consacrés le maximum de moyens car, sans cadres, aucun programme de développement agricole ne pourra être réalisé.

Il faut former des instructeurs pour transmettre à la masse paysanne les connaissances minimums requises pour le développement. Tous ceux qui ont pour mission de communiquer des connaissances doivent être sélectionnés en fonction de leurs aptitudes pédagogiques et de leurs qualités psychologiques.

La formation, tant en classes qu'en dehors des classes, doit avoir une portée pratique directe. Les centres de formation d'agriculteurs, tels qu'ils existent dans plusieurs pays, peuvent être cités en exemple. Le seul reproche qu'on puisse leur faire est d'être trop rares. Même dans les pays où leur densité est la plus forte, à peine 2 p. 100 des agriculteurs ont la chance de pouvoir y passer un/deux jours par an.



Les programmes doivent prévoir des cours pour toutes les catégories de personnes engagées dans l'agriculture : hommes, femmes, jeunes gens et jeunes filles.

La vulgarisation doit s'appuyer sur les réalités sociales, économiques et techniques. La tâche initiale est immense, pour inculquer au plus grand nombre possible le désir de progresser. Il faut aussi des programmes simples, pour commencer, précis, et dont les succès sont garantis par des recherches sérieuses. C'est par des thèmes de vulgarisation bien choisis, sur lesquels sont concentrés le maximum de moyens, que les agriculteurs et les éleveurs pourront être tirés de leur routine.



FORMER DES AGRICULTEURS QUALIFIES

Le jour où les écoles d'agriculture ne serviront pas seulement à former des cadres pour les services agricoles, mais formeront surtout des agriculteurs pour les préparer à exploiter leurs domaines, les services agricoles auront accompli un grand progrès. C'est vers la constitution d'une classe d'agriculteurs moyens, aisés, qualifiés que doivent tendre les efforts. On a malheureusement trop tendance à ne considérer que deux solutions au problème du développement de la production agricole :

- D'une part, le perfectionnement de l'agriculture paysanne traditionnelle, qui ne présente pas toujours les conditions économiques requises pour une exploitation rationnelle et rentable;

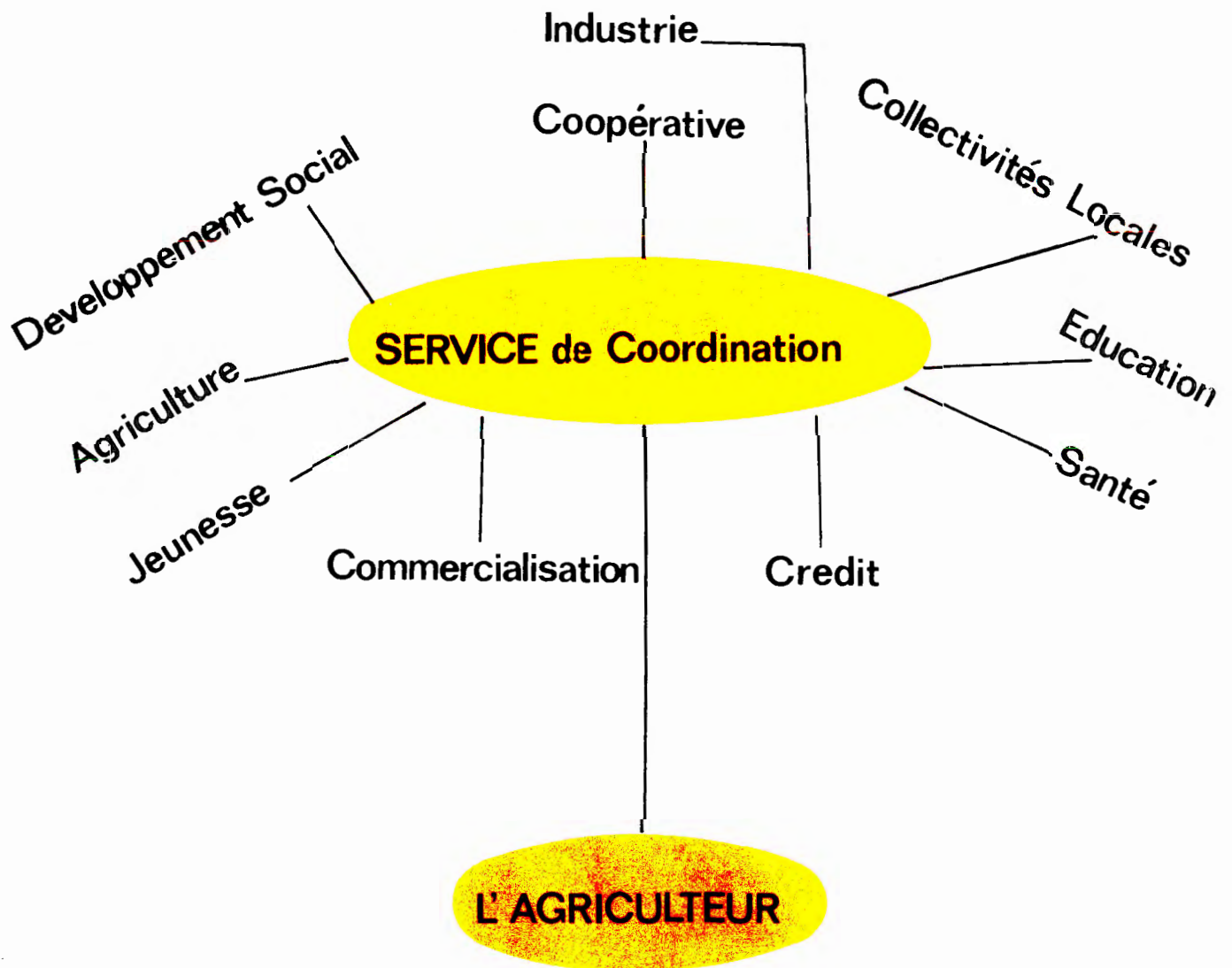


- D'autre part, la création de grandes entreprises agricoles à caractère industriel.

Or, entre ces deux extrêmes, il y a place pour le type d'exploitation familiale, constituant une unité économique viable, pouvant utiliser les moyens modernes de production agricole.



COORDINATION - INTEGRATION



Plus l'organisation des services devient complexe, plus le problème de coordination est primordial. Le progrès exige généralement une spécialisation de plus en plus poussée. Mais pour compenser les effets d'éclatement des services qui résultent de cette spécialisation, il faut des règles très précises de coordination, surtout sur le terrain, où les services doivent être polyvalents, intégrés.

Chaque spécialiste, ou chef d'une section spécialisée, doit être conscient, d'abord, qu'il est un élément d'un ensemble. De fréquentes séances de travail doivent réunir les chefs de section pour qu'ils puissent mettre au point une doctrine commune. La même chose doit exister pour les chefs des services intéressés par un programme commun, le développement rural, l'industrie, par exemple.

Dans plusieurs pays, on trouve dans les services agricoles, **des sections de planification, qui coordonnent les activités et les projets.** Ces sections devraient en réalité être des organes d'étude et de programmation, puis d'exécution des décisions prises pour des réunions de travail des chefs de section; elles devraient aussi être des organes de liaison avec le ministère ou le commissariat chargé du plan national, et avec les autres ministères, services et institutions intéressés aux zones rurales.

Au niveau régional, tous les spécialistes doivent constituer une équipe dotée d'un programme commun de développement et disposant de larges délégations de pouvoir en matière d'exécution.

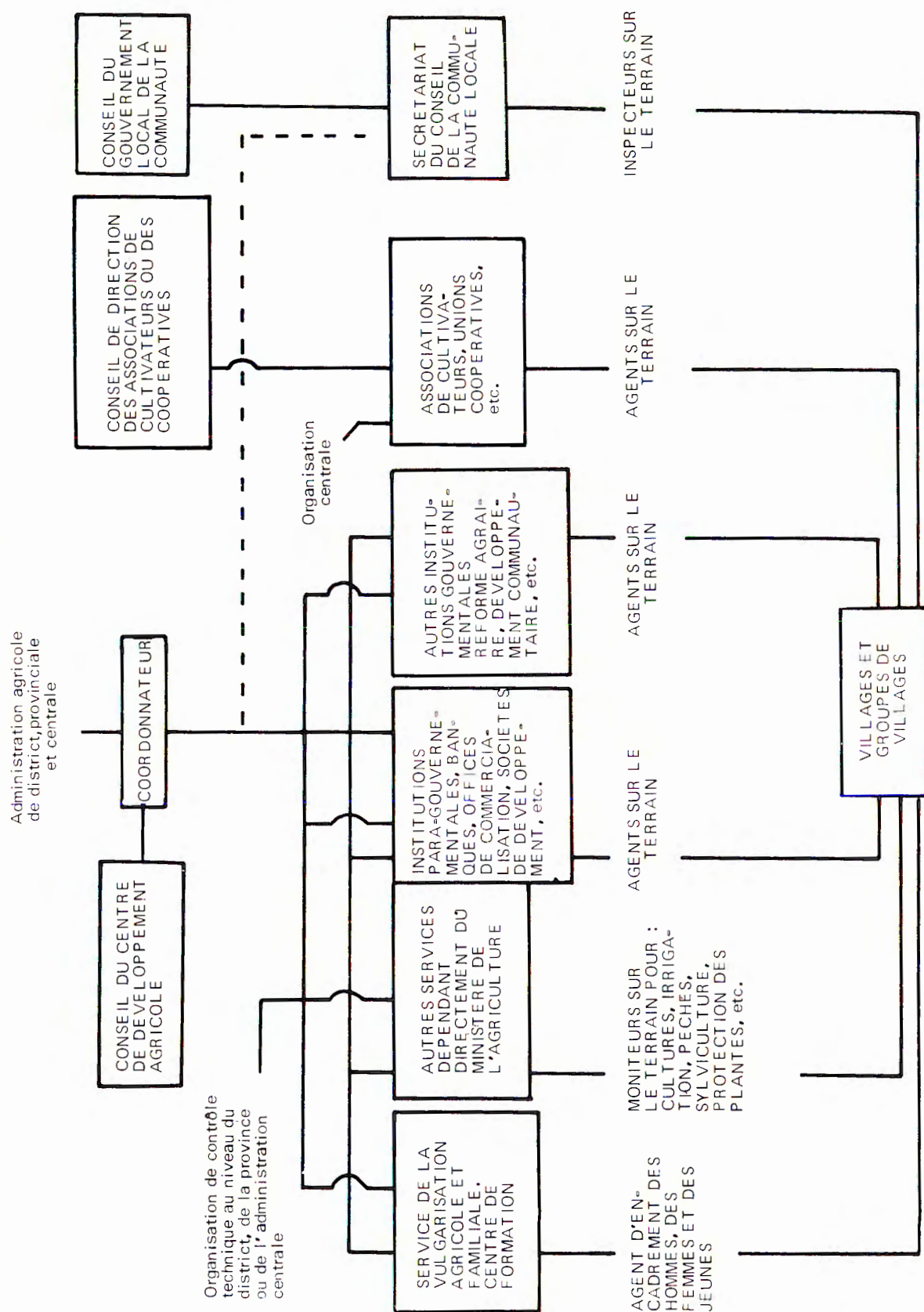
ORGANISATION INTERNE

(à partir du chef des services agricoles)

Le chef des services agricoles peut s'attacher, le cas échéant, des spécialistes ou des conseillers, pour des activités particulières. Mais il faut veiller à ce que ceux-ci ne fassent pas double emploi avec les chefs des sections spécialisées.

La section administrative et financière devra être conçue pour assister les sections techniques, afin de les rendre plus efficaces, et non pour les brimer et les paralyser. Les techniques mises au point par les spécialistes en organisation et gestion devront être utilisées.

PROPOSITION POUR L'ORGANISATION D'UN CENTRE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE



La conception moderne veut que la diffusion des connaissances mises au point par la recherche s'effectue par une seule section, celle de la vulgarisation, pour éviter la confusion et la contradiction au niveau des agriculteurs. A part des branches très spéciales, il en va de même pour la formation, pour l'enseignement agricole.

A côté des sections techniques spécialisées (production végétale, production animale, eaux, forêts, génie rural, sols, etc.), la section d'économie rurale a un rôle important à jouer, notamment pour la mise au point de méthodes efficaces de gestion des exploitations agricoles, pour les études sur la productivité et la rentabilité, pour les analyses des opérations de crédit et de commercialisation, pour les recensements et les analyses statistiques, pour les coopératives et autres associations d'agriculteurs.

Le champ d'activité de chaque section doit être bien défini, bien délimité, et la responsabilité de chaque fonctionnaire et employé doit être précisée dans un cahier des charges, ainsi que la voie hiérarchique.

Il faut prévoir aussi le détachement de certains fonctionnaires dans d'autres services (coopératives, animation rurale, réforme agraire, etc.), ou de ces autres services, dans les services de l'agriculture, pour assurer des liaisons plus étroites.

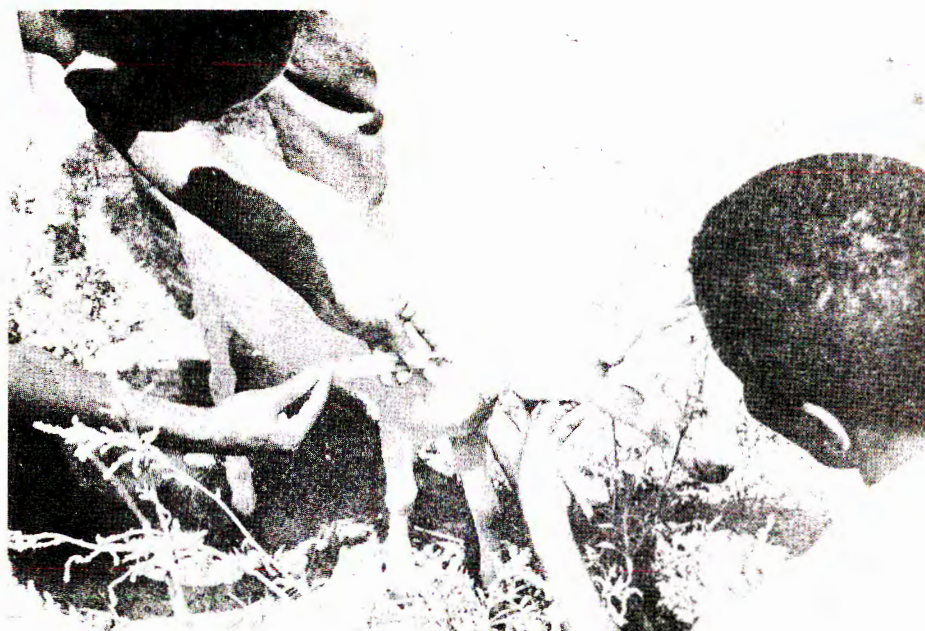
Les dispositions nécessaires doivent être prises pour assurer aux agents sur le terrain, des conditions de vie acceptables. Habitations, approvisionnement en eau, installations sanitaires, etc. devraient être des exemples pour la population environnante.

SERVICES DIRECTS AUX AGRICULTEURS



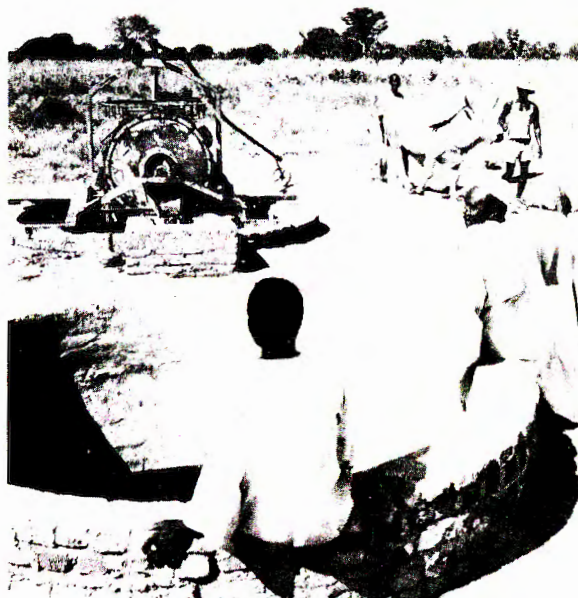
Dans le passé, les services directs :

- Opérations de distribution et de ventes de moyens de production
- Engrais
- Semences
- Outillage
- Commercialisation des produits
- Application de traitements antiparasitaires
- Gestion des programmes de crédit
- etc.



occupaient l'essentiel du temps et des moyens des services agricoles.

Aujourd'hui encore, une grande partie de ces activités est accomplie par les services agricoles. Toutefois, la tendance est de considérer ces activités comme temporaires, en attendant que des entreprises privées ou, mieux, des associations de planteurs et d'éleveurs, s'y intéressent. L'idéal serait que des coopératives s'en occupent, mais il faudra attendre que les agriculteurs et les éleveurs soient capables de gérer ces entreprises, pour que cette forme de société se développe sur des bases solides.



APPLICATION DES LOIS ET REGLEMENTS

~~Expert chargé simultanément
de conseiller et
de faire appliquer la loi~~

MAIS

UN
expert
conseille

UN AUTRE
chargé de
faire appliquer
la loi

Les services agricoles sont souvent chargés d'appliquer les lois et les règlements destinés à prévenir les abus qui risqueraient de menacer la fertilité du sol et l'existence des forêts, ou compromettraient la santé des hommes et des animaux.

Ce rôle est de la plus haute importance. Toutefois, deux remarques s'imposent :

La première, c'est que ces lois et règlements doivent être complétés par des mesures à caractère éducatif. Ils ne doivent pas être seulement répressifs. A quoi bon interdire les "brûlis", si l'on n'introduit pas, en même temps, la lutte contre les parasites et l'emploi d'engrais ? Comment interdire l'abattage des arbres, si l'on ne fournit pas aux ménagères le combustible dont elles ont besoin pour cuire les repas ? Comment réglementer le parcours du bétail, sans l'aménagement de pâturages et la production de fourrages ?

La deuxième, c'est que les fonctions éducatives et répressives ne peuvent être cumulées par les mêmes agents, sur le terrain; un tel cumul compromettrait les relations que l'éducateur le vulgarisateur doit maintenir avec les agriculteurs.

CONCLUSIONS

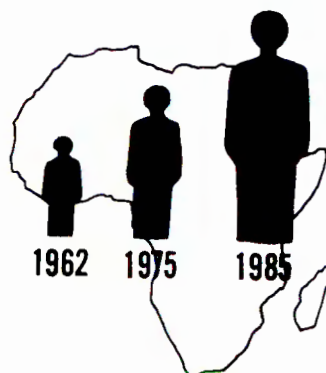
Les services agricoles assument de lourdes responsabilités dans tous les pays en voie de développement, car l'agriculture et l'élevage y occupent une place prépondérante. On peut prévoir que certaines de leurs tâches (recherche et vulgarisation, notamment), pourront être reprises, partiellement et progressivement, par des associations d'agriculteurs ou par les entreprises industrielles et commerciales directement intéressées. C'est d'ailleurs déjà le cas pour quelques produits : coton, tabac, canne à sucre, par exemple.

Mais au stade initial, et jusqu'à ce que les producteurs soient en mesure de financer directement les activités de services agricoles, il est indispensable que les pouvoirs publics accordent aux services agricoles officiels les moyens dont ils ont besoin, en hommes et en équipement. Loin d'être des dépenses inutiles, les sommes inscrites au budget pour les services agricoles peuvent être considérées comme des investissements, au même titre que des engrais épandus sur des terrains pour en augmenter la productivité, surtout si ces services sont organisés de façon rationnelle et fonctionnent avec efficacité.

POSSIBILITES D'EMPLOIS DANS L'AGRICULTURE



Créer des emplois pour les générations montantes est une des préoccupations prioritaires de tous les gouvernements. Cette tâche est particulièrement ardue dans les pays en voie de développement. A quoi cela tient-il ? A de nombreux facteurs historiques, bien sûr, mais, probablement aussi à la disproportion que l'on constate actuellement, entre les classes d'âge. Parmi les facteurs historiques citons : la société traditionnelle vivant en quasi-autarcie, chaque famille suffisant à ses propres besoins, à quelques exceptions près, puis la colonisation et l'économie de traite, intéressées principalement à l'écoulement des produits manufacturés en Europe, mais non au développement de l'industrie dans les colonies.



Les prévisions d'accroissement de la population agricole totale, en Afrique sont les suivantes (selon le Plan indicatif mondial, FAO, Etude régionale provisoire No. 3. Afrique au Sud du Sahara, Vol.2).

	1962	1975	1985
effectifs (millions)	164,7	208,5	250,2

soit, un taux de croissance de 1,8 % par an.

A titre de comparaison, signalons que le taux de croissance de la population non agricole s'établira aux environs de 4,7 % par an entre 1962 et 1975, et de 4,9 % entre 1975 et 1985.

Les prévisions d'accroissement de la production agricole sont de 3,1 % par an, entre 1962 et 1975, et de 3,3 % entre 1975 et 1985.

On peut conclure de ces données que, pendant une ou deux générations encore, l'agriculture sera le principal fournisseur d'emplois en Afrique. A plus long terme, c'est-à-dire lorsque l'industrialisation aura pris son essor, comme on l'a constaté dans les pays actuellement plus développés, la population agricole diminuera même en valeur absolue, jusqu'à ne représenter que moins de 10 % de la population totale.

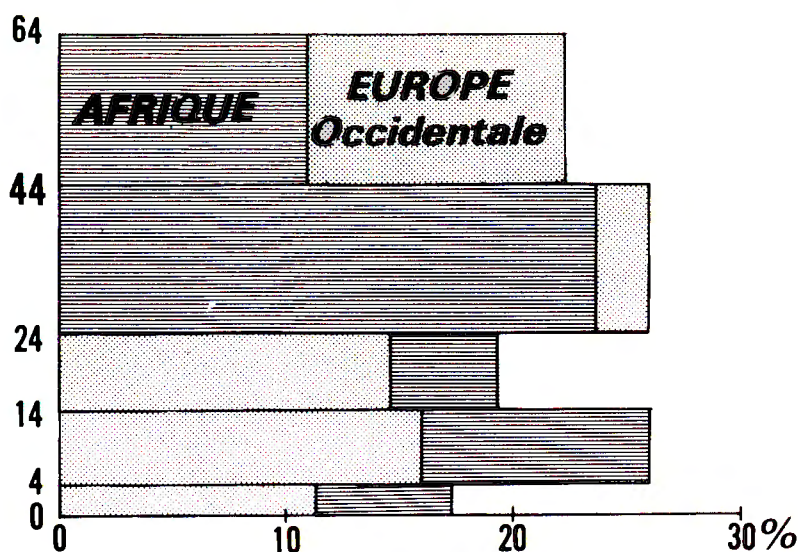
Selon les données les plus récentes ^{1/}, la répartition de la population, selon l'âge des individus est la suivante en Afrique : (les chiffres entre parenthèses sont ceux de l'Europe occidentale).

0	-	4 ans	17,2 p. 100 (7,8)
5	-	14 ans	26,0 p. 100 (15,8)
15	-	24 ans	19,3 p. 100 (14,5)
25	-	44 ans	23,9 p. 100 (26,2)
45	-	64 ans	10,9 p. 100 (22,3)

"La répartition par âge d'une population influe sur l'activité et le progrès économique de diverses manières. L'une des plus évidentes et des plus importantes tient à la relation qui existe entre les groupes d'âge économiquement actifs et inactifs ... Dans

^{1/} "Les perspectives d'avenir de la population du monde", ONU, 1966.

REPARTITION DE LA POPULATION PAR GROUPE D'AGES



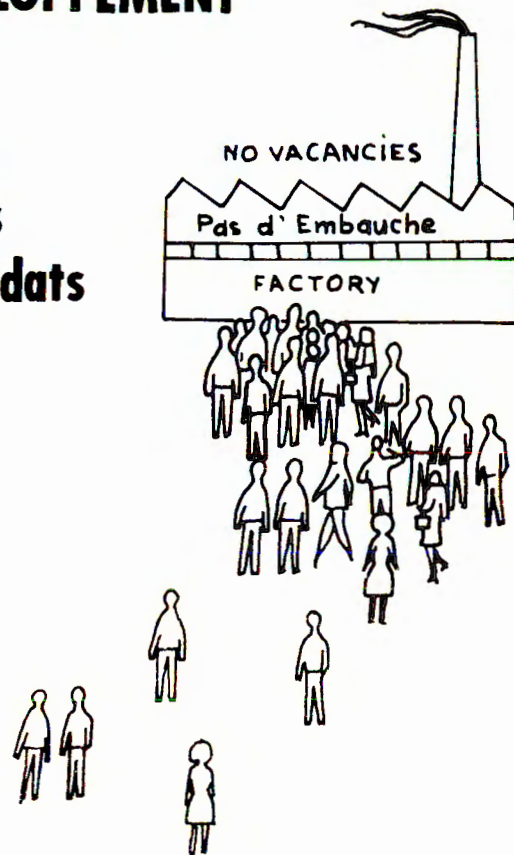
un sens, la jeunesse caractérise aussi la main-d'oeuvre et, en 1967, les personnes de 15 à 44 ans étaient souvent plus nombreuses dans les pays africains que les personnes de 45 à 59 ans, ceci dans une proportion de 4 ou 5 à 1. Dans les pays industrialisés, les postes de direction et les postes administratifs des échelons supérieurs sont remplis par des personnes de plus de 45 ans. Il ressort clairement des données démographiques, qu'abstraction faite des questions d'éducation et de formation, la proportion de la population africaine constituée par des personnes suffisamment âgées pour avoir accumulé une expérience adéquate et encore actives, est relativement faible" ^{2/}.

Le développement des services gouvernementaux, dans tous les domaines, conduit à l'institution de nouveaux postes de fonctionnaires ou d'employés de l'Etat. Cependant, la solution du problème réside essentiellement dans la création d'emplois productifs dans le secteur privé. Or, en partie pour les raisons démographiques citées plus haut, **la proportion des individus à la tête d'entreprises pouvant offrir des emplois intéressants les jeunes qui terminent leur formation est relativement faible. Encore faut-il que ceux** qui disposent des moyens nécessaires aient l'esprit d'entreprise et le désir de contribuer au développement de leur pays.

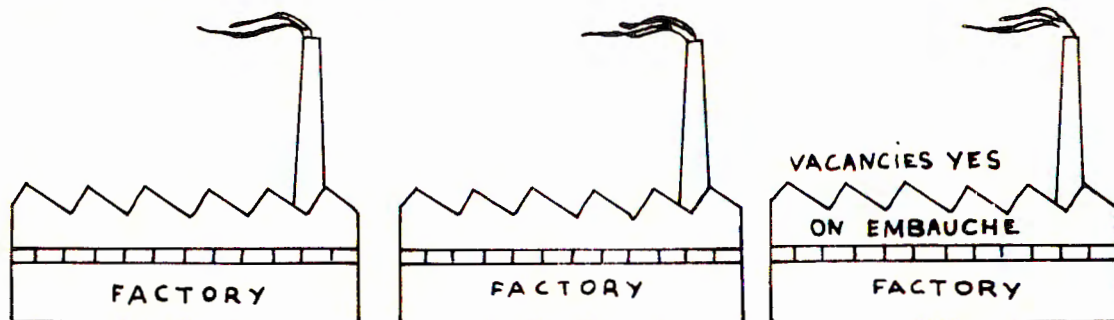
^{2/} "Indicateurs économiques africains" 1968, CEA, p. 27 à 30.

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

**Offres d'emploi
peu nombreuses
Nombreux candidats**



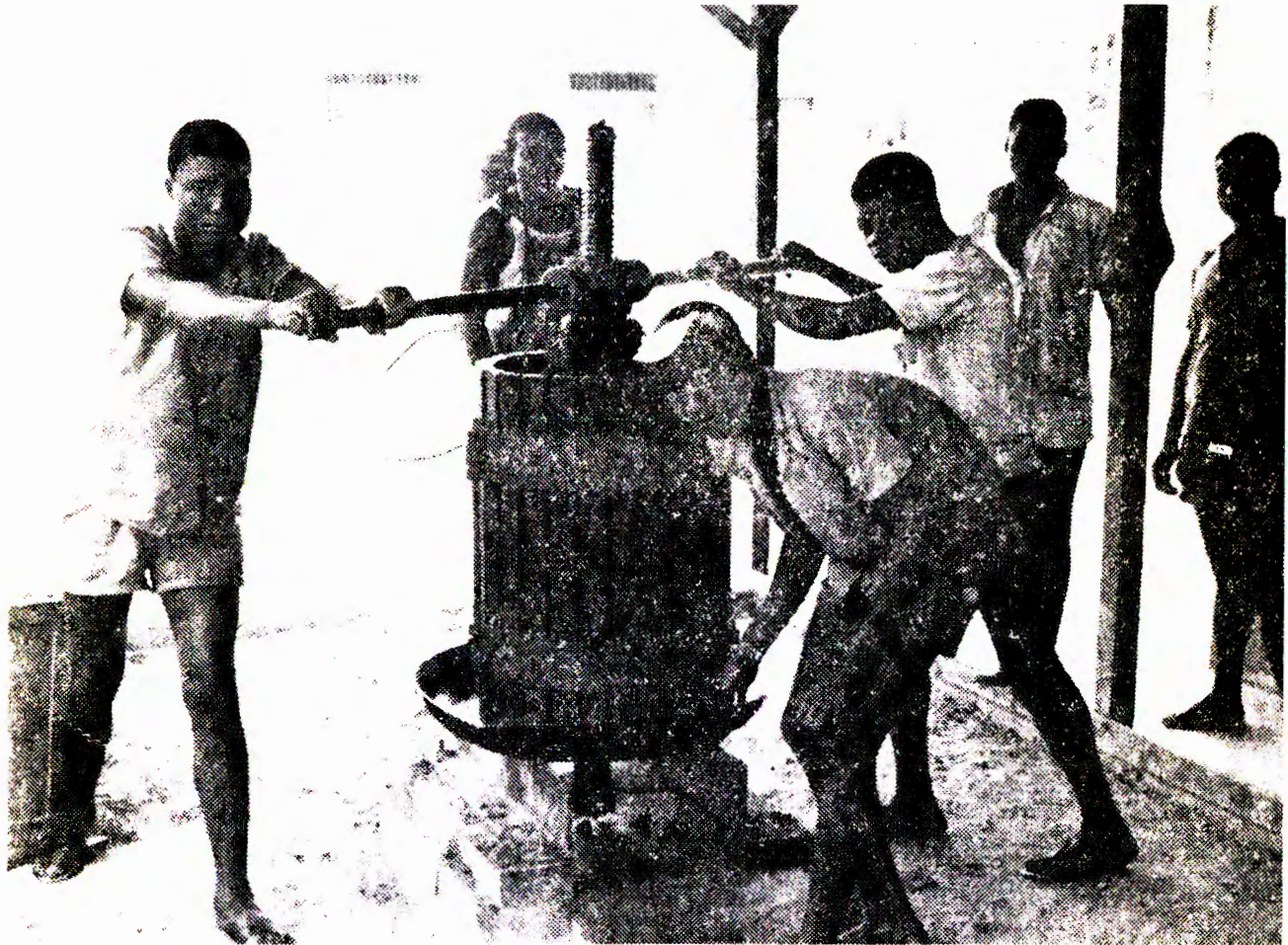
PAYS DEVELOPPE



**Offres d'emploi nombreuses
Candidats peu nombreux**

Dans le développement rural, l'agriculture joue un rôle primordial. Il serait ridicule de vouloir encourager l'artisanat (maçons, charpentiers, menuisiers, forgerons, etc.) en zone rurale, si un effort sérieux n'était accompli préalablement pour intensifier la production agricole et donner ainsi aux agriculteurs les moyens de s'équiper, de se procurer un meilleur habitat et des services communs pour l'approvisionnement en eau, en électricité, etc..

La transformation sur place des matières premières produites par l'agriculture augmentera encore le pouvoir d'achat et relèvera le niveau de vie des populations rurales. Cependant, cette



brochure se limitera aux possibilités d'emplois dans l'agriculture et dans les activités secondaires et tertiaires du secteur agricole.

L'agriculture traditionnelle continuera pendant bien des années à occuper un grand nombre de jeunes agriculteurs, cependant qu'elle n'offrira pas d'emplois nouveaux dignes d'intéresser les jeunes qui ont eu le privilège de recevoir une formation de base et, peut-être, une formation professionnelle.

Par contre, l'agriculture moderne, orientée vers la production de biens variés destinés à la vente, a besoin d'éléments jeunes, qualifiés et dynamiques. Ainsi, parallèlement aux emplois qu'offrent les industries naissantes, l'agriculture, elle aussi, peut être un débouché pour de nombreux jeunes gens et jeunes filles, dans une économie en plein essor. Quels sont ces emplois ?

Il y en a d'abord qui résultent d'une production intensive. Mais de nombreux autres emplois seront la conséquence de cette production intensive, notamment pour la transformation et la commercialisation des produits de base.



L'augmentation de la production (en valeur) représente la principale source d'augmentation des revenus à l'intérieur d'un pays. Il en résulte une augmentation accrue de la consommation. Lorsque ce processus a été engendré, il se perpétue normalement de lui-même, offrant ainsi des débouchés nouveaux pour les produits nationaux de première nécessité, et pour d'autres aussi.



Dans la publication No. 5 de l'UNESCO, pour l'Année internationale de l'éducation, on peut lire ce qui suit :

"Jusqu'à une époque récente, les responsables du développement, y compris ceux du secteur de l'éducation, ont sous-estimé l'importance du rôle des zones rurales dans l'ensemble de la stratégie du développement. L'expression "modernisation des campagnes" désigne une gamme très étendue de changements étroitement liés, qui comprennent non seulement l'accroissement de la productivité et de la production de l'agriculture et de l'élevage, mais aussi l'apparition d'activités économiques différenciées telles que le traitement, le stockage et la commercialisation des produits alimentaires; la création d'un système de crédit agricole; la réforme du régime de propriété foncière; l'or-

ganisation de coopératives; l'application de programmes de développement communautaire en vue d'améliorer l'alimentation en eau, les routes et la salubrité publique; la mise en place de services chargés de fournir des engrais, des graines et des insecticides ainsi que d'assurer la distribution et la répartition d'outils et de matériel agricole, et bien d'autres innovations marquant le passage à un stade plus avancé que celui de l'agriculture de subsistance " 1/.

A. NOUVEAUX EMPLOIS RESULTANT DE L'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Par intensification de la production, on entend la concentration de facteurs de production sur une surface donnée.

Il y a d'abord les améliorations foncières : défrichement, drainage, irrigation, aménagement de chemins de dévestiture, etc., toutes opérations qui exigeront le travail d'ouvriers spécialisés et de techniciens du génie rural, de l'hydraulique, de la mécanique, et d'autres encore.

La "révolution verte" est fondée principalement sur l'utilisation de semences de variétés à haut rendement. La production de ces semences exige des soins attentifs. Leur multiplication peut être confiée à un certain nombre d'agriculteurs avertis, qui pourront trouver dans cette pratique une source de revenu supplémentaire.

L'utilisation d'engrais et la lutte antiparasitaire sont des corollaires indispensables à l'emploi de variétés à haut rendement. Pour la distribution des engrais, des produits antiparasitaires et, surtout, pour l'entretien des appareils utilisés dans l'application des traitements antiparasitaires, il faudra des spécialistes, secondés par des manoeuvres, bien que les petits et moyens agriculteurs soient encouragés à effectuer le maximum de ces tâches par leurs propres moyens, afin de ne pas perdre le bénéfice de l'intensification.

L'intensification conduit aussi souvent à la spécialisation

1/ Année internationale de l'éducation 1970, doc. No. 5 "L'éducation comme facteur de développement" (UNESCO).

dans certaines cultures intensives qui, sur des surfaces relativement restreintes, procurent à ceux qui les pratiquent des revenus plus élevés que ceux des grandes cultures traditionnelles. Citons notamment : l'arboriculture, la culture maraîchère, la culture des plantes produisant les huiles essentielles, la floriculture, la production d'épices, la culture du tabac.

Intensifier signifie encore pratiquer des techniques culturelles propres à augmenter et à régulariser les rendements. La taille, par exemple, joue un grand rôle en arboriculture fruitière et dans la production caféière et cadoyère. La pratique de méthodes modernes de taille et la production de plants de haute qualité, en pépinière, exigent des connaissances spécialisées. Dans cer-



tains pays (au Cameroun, par exemple) des jeunes gens se sont organisés en groupes afin d'offrir leurs services aux planteurs pour la taille des caféiers. C'est là un exemple à encourager, qui pourra déboucher sur des emplois spécialisés, bien rémunérés.

Enfin, l'intensification de l'agriculture est aussi en partie fondée sur la mécanisation et la motorisation. Il est évident, cependant, que la mécanisation et la motorisation sont accompagnées généralement d'une réduction des besoins en main-d'œuvre non qualifiée.

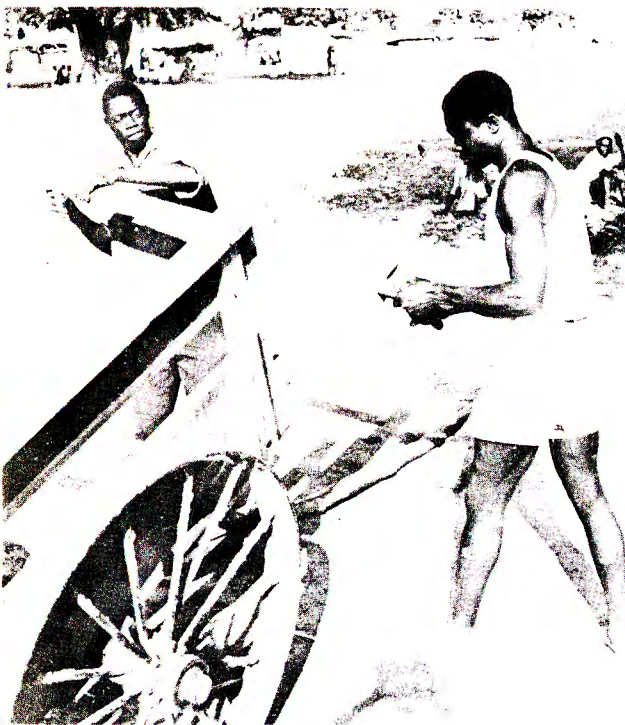


Dans ce domaine, les possibilités d'emplois nouveaux sont très vastes. Depuis la fabrication et l'entretien d'outils manuels perfectionnés, bien étudiés, bien manufacturés, jusqu'à l'emploi du tracteur et de ses accessoires, en passant par tout l'équipement pour la traction animale, il y a là de multiples possibilités d'emplois nouveaux, tant au niveau des villages, pour la fabrication d'outils simples et pour l'entretien du parc de machines agricoles, que dans l'industrie pour la production de cet équipement agricole.

Des initiatives de ce genre ont déjà été prises dans certains pays d'Afrique, notamment au Sénégal et au Niger. Il faut les encourager et les développer.

La production animale intensive offre aussi des emplois nouveaux, mais le facteur limitatif est constitué par le faible pouvoir d'achat des acheteurs potentiels. Dans ce secteur de la production, les emplois nouveaux existent tout particulièrement dans la spécialisation. Par exemple :

- Production laitière intensive,
- Engraissement du bétail (bovins, ovins, porcins),
- Production de laine, de fourrures, de peaux,
- Aviculture,



- Apiculture,
- Pisciculture.

Ces techniques intensives exigeront des installations spéciales : constructions de toutes sortes (ateliers, étables, silos, habitations, etc.), adduction d'eau, installations électriques, etc. pour lesquelles il faudra des ouvriers et des techniciens spécialisés, sans parler des réseaux d'irrigation, des voies d'accès, des usines, des moyens de transport, des instituts de recherche, qu'il faudra développer ou créer.

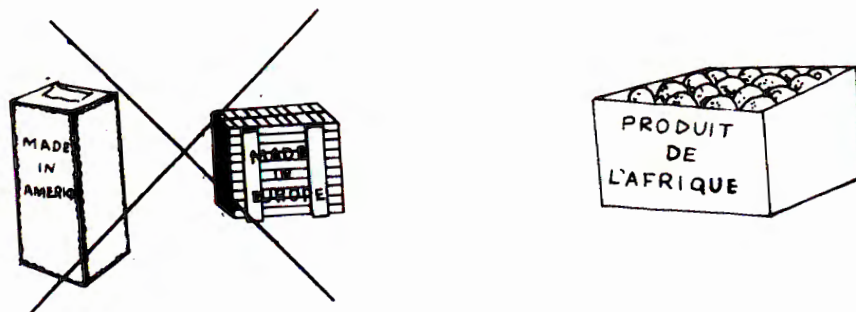
B. NOUVEAUX EMPLOIS DANS LES INDUSTRIES AGRICOLES

Le secteur secondaire doit être le premier à bénéficier du développement du secteur agricole.

Un des premiers objectifs sera de créer ou de développer en zone rurale de petites industries qui procurent du travail à des personnes douées de l'esprit d'entreprise et habiles. Ces petites industries devraient avoir comme premier objectif le ravitaillement de la population locale en produits et objets d'usage courant. La valeur ajoutée à la valeur de la matière première devrait être raisonnable, afin de maintenir le prix du produit fini à un niveau en rapport avec le pouvoir d'achat des consommateurs.

Les industries alimentaires doivent bénéficier d'une priorité. On trouve encore trop de conserves importées dans les pays en voie de développement. Evidemment, les économies d'échelle permettent à certains trusts internationaux de distribuer les produits les plus courants, tels que sardines, pâté de viande, lait évaporé, condensé ou en poudre, jusque dans les endroits les plus reculés, à des prix défiant toute concurrence. Mais encore faut-il avoir l'argent nécessaire pour se procurer ces conserves.

Face à cette concurrence, le lancement d'industries agricoles mettant sur le marché des produits équivalents ou similaires est difficile et lent. Pourtant, la matière première est abondante,



et n'est pas encore grevée des multiples frais de transit et de transport. La main-d'oeuvre est là. Il ne reste qu'à la former.

Le premier problème à résoudre est celui de la **qualité**. Un autre, non moins important, **est celui qui consiste à satisfaire les goûts des consommateurs**, dont les habitudes ont évolué sous l'influence coloniale. C'est pourquoi il faut remonter aux traditions



et étudier les moyens de perfectionner les méthodes ancestrales pour en augmenter la rentabilité et adapter les produits à la demande actuelle.

Les noix de palme, le coprah, l'arachide, les nombreuses variétés de bananes, le manioc, puis toutes les céréales, constituent une matière première abondante pour des industries alimentaires. L'accent devrait être mis sur la production d'aliments protéiques.

Nombreux sont les industriels et les commerçants étrangers qui prospectent les ressources de l'Afrique en bétail de boucherie, pour y créer des conserveries de viande. Il y a là également un intéressant champ d'activités pour les industriels et les commerçants africains.

On peut aussi se poser la question suivante : Est-il encore admissible de consommer, en Afrique, des ananas et autres fruits en boîtes, des jus de fruits, sans parler des légumes, importés d'Europe, d'Amérique ou d'Asie ? Le continent africain offre de vastes possibilités pour le développement de telles industries. Les nombreuses petites entreprises de conserves que l'on trouve dans presque tous les pays d'Afrique souffrent de la concurrence étrangère. Pour atteindre l'échelle où l'industrie des conserves alimentaires sera viable, sur le plan économique, il est indispensable que les Etats africains unissent leurs moyens.

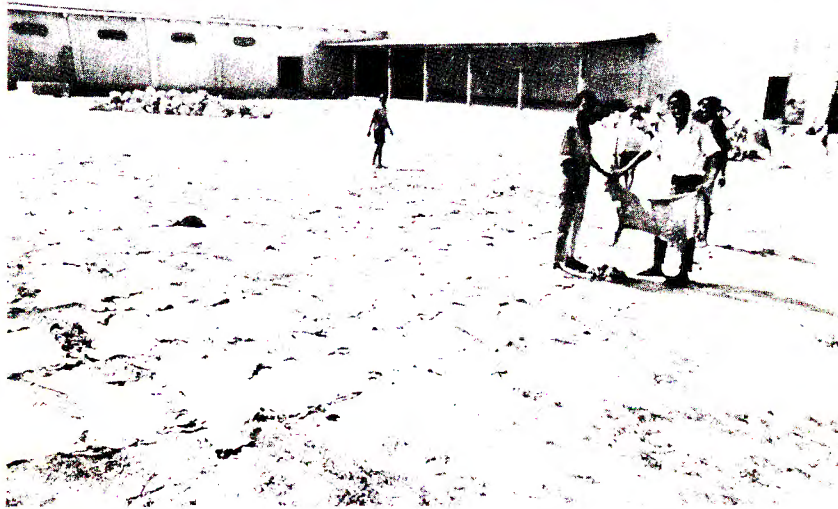
Dans le secteur laitier, mis à part les conserves de lait (poudre, lait évaporé ou condensé), la plupart des produits importés doivent être considérés comme des produits de luxe à cause de leurs prix élevés. Or, en Afrique, de nombreuses régions se prêteraient fort bien au développement de l'industrie laitière et à la préparation d'aliments à haute valeur nutritive, à des prix populaires.

Ce qu'il faut, surtout, c'est de l'imagination, de l'initiative de la part des individus, et un soutien des services gouvernementaux, notamment pour la recherche et la protection de la qualité.

Quelques pays d'Afrique, le Cameroun et le Ghana notamment, se sont lancés depuis quelques années dans la fabrication de produits semi-manufacturés et manufacturés à partir des fèves de cacao et de café. Les qualités sont bonnes mais les prix de revient sont encore trop élevés pour que ces produits se popularisent. Par ailleurs, les taxes d'importation appliquées par certains pays africains pour des produits provenant de pays voisins sont exorbitantes.

Quant à l'artisanat, il dispose d'une grande abondance de matériaux variés : bois, fibres, peaux, cuirs, etc... Il serait temps de moderniser les industries artisanales traditionnelles, tant que des artisans détenteurs des pratiques ancestrales existent encore.

La fabrication de tissus, de meubles, d'ustensils simples, de cordes, de tapis, d'emballages pour les produits agricoles, sont autant d'activités pour lesquelles des emplois nouveaux, rémunérateurs, pourraient être créés.



C'est en commençant par la fabrication d'articles de remplacement pour des produits importés qu'une base d'industrie pourra se créer et se développer dans les pays en voie de développement.



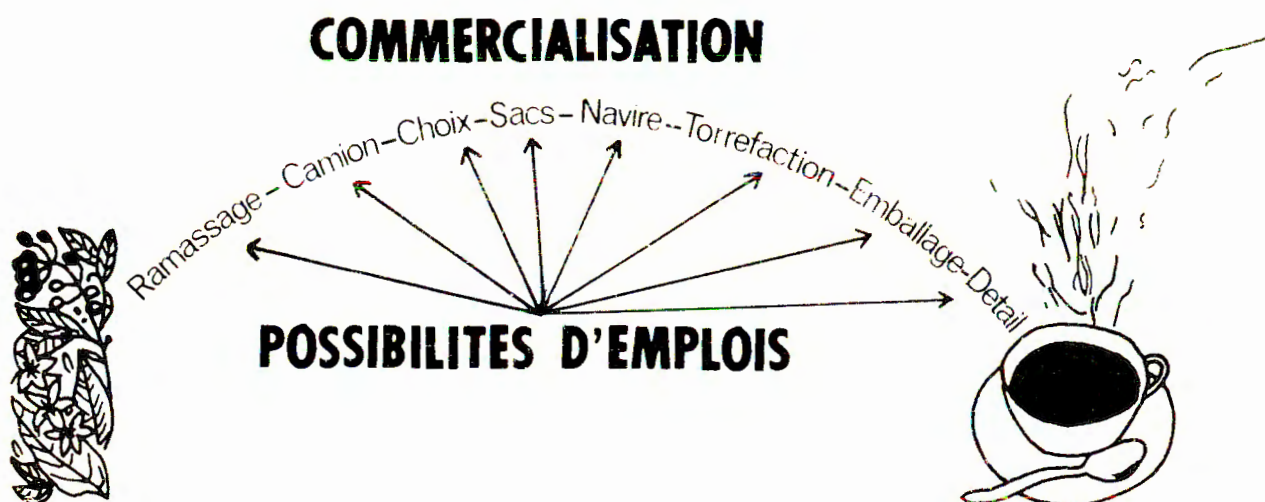
C. NOUVEAUX EMPLOIS DANS LE SECTEUR DE LA COMMERCIALISATION

La commercialisation, au sens le plus large, comprend toutes les opérations de manutention, de traitement, de classement, d'emballage, de transport, de conservation et de distribution des produits agricoles, de la production au lieu de consommation.



Déjà à l'époque actuelle, les marges commerciales constituent une part très importante du prix payé par le consommateur pour les produits agricoles. Lorsqu'il s'agit de compensation pour des services contribuant à l'amélioration de la qualité et de la distribution du produit, les marges sont admissibles et, en somme, représentent en partie des salaires pour des emplois nouveaux. Mais, trop souvent, les marges abusives ne sont à l'avantage que d'un petit nombre de profiteurs.

Il va sans dire que le développement de la production agricole et le perfectionnement des diverses phases de la commercialisation, qui est inéluctable, créeront des besoins toujours croissants en accessoires (emballages), en équipement (machines pour la transformation, la manutention, le transport) et en services (publicité, communications, assurances, etc.) **qui nécessiteront un grand nombre d'emplois nouveaux.**



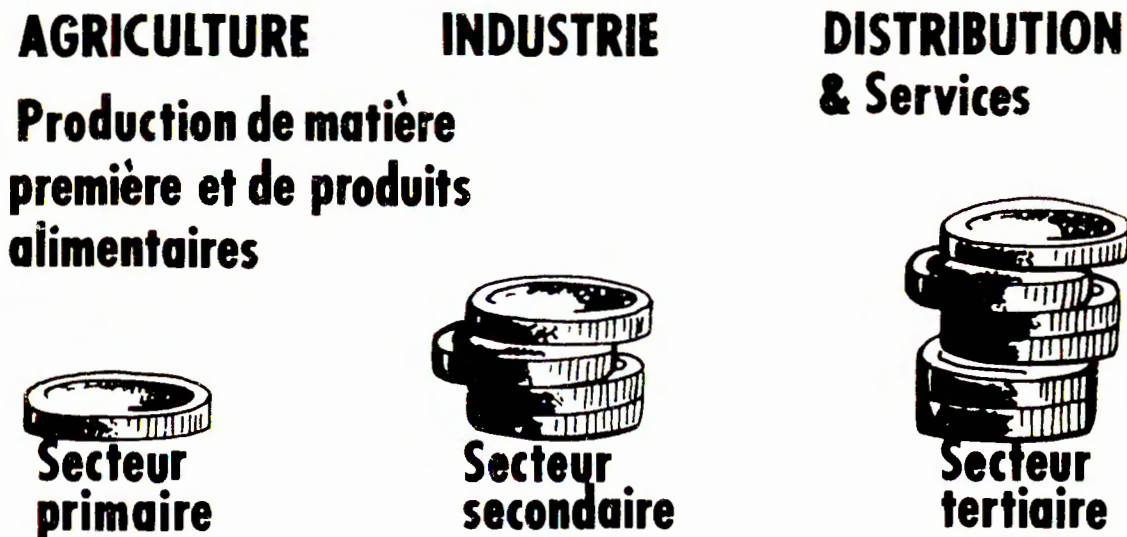
D. AUTRES EMPLOIS NOUVEAUX RESULTANT DU DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Selon les pays, le secteur privé, le secteur public et le secteur coopératif se répartiront la responsabilité du développement agricole. Cependant, des services auxiliaires, tels que le crédit agricole, les assurances, les services de conseillers agricoles ou d'experts-conseils et d'autres encore, se développeront de pair avec la production agricole, créant des possibilités nouvelles d'emplois.

CONCLUSIONS

Un programme de création d'emplois dans les secteurs mentionnés ci-dessus est, bien entendu, à fonder sur les plans nationaux de développement économique et social. Sa réalisation est à programmer de façon très attentive. Au départ, le gouvernement devra fournir un grand effort pour en assurer le démarrage, notamment pour la formation des cadres et la mise en place de structures propres à mobiliser les agriculteurs et les éleveurs. Très rapidement, dès que les premiers résultats seront acquis, les agriculteurs et les éleveurs pourront prendre eux-mêmes la relève et assurer la responsabilité et le financement des programmes de développement, tout au moins partiellement, mais dans une mesure progressive, et avec le soutien légal et matériel de l'Etat.

Est-il besoin d'ajouter que cette augmentation des possibilités d'emplois en agriculture aura des répercussions sur l'ensemble du marché du travail, pour autant que le développement du secteur secondaire aille de pair avec celui du secteur primaire? Le secteur tertiaire, lui, devra être strictement contrôlé, pour qu'il ne se développe pas exagérément au détriment des deux premiers.



RECAPITULATION

Possibilités d'emplois résultant de l'intensification de la production agricole : Améliorations foncières - génie rural.

Arpenteurs - conducteurs d'engins de terrassement -
mécaniciens - maçons - charpentiers - manoeuvres.

Intensification de l'agriculture (production végétale)

Avant tout : amélioration du plein emploi des cultivateurs indépendants, spécialisation dans certaines cultures intensives :

- Arboriculture
- Autres cultures fruitières (fraises par exemple)
- Horticulture
- Cultures maraîchères
- Multiplication de semences sélectionnées

- Cultures pour la production d'huiles essentielles
- Production d'épices
- Culture du tabac, etc..

Spécialisation dans certains services pour les cultivateurs :

- Taille
- Lutte antiparasitaire
- Fabrication d'outillage simple, dans de petits ateliers
- Ateliers d'entretien et de réparation de l'équipement.

La mécanisation de l'agriculture entraîne automatiquement la création de garages pour les engins motorisés, de stations de dépannage, de pièces de rechange, de distribution de carburants, etc..

L'amélioration des moyens de conservation des récoltes est un facteur important de l'intensification.

Intensification de la production animale

- Spécialisation dans la production laitière
- L'engraissement intensif du bétail (bovins, ovins, porcins)
- La production de laine, de fourrures, de peaux
- L'aviculture
- L'apiculture
- La pisciculture, etc..

Mais l'intensification de la production animale entraîne automatiquement le développement d'activités accessoires :

- Production et distribution de fourrages concentrés
- Lutte antiparasitaire
- Ranching (clôtures, points d'eau), abris,

toutes activités qui offrent des emplois nouveaux.

Industries agricoles

Multiples emplois dans l'industrie laitière, la production d'aliments protéiques, la conservation des fruits, des légumes, des viandes, les petites industries locales pour transformer :

- La canne à sucre
- La noix de palme
- Le coprah
- L'arachide, etc..

Artisanat

Principalement pour perfectionner l'artisanat traditionnel, pour fabriquer les objets et l'équipement nécessaires au développement de l'agriculture et à l'amélioration de l'habitat et de l'économie domestique, mais aussi pour fabriquer les emballages, le plus possible à partir des matières premières locales.

Commercialisation

Le secteur tertiaire bénéficiera directement de l'intensification de la production agricole et du développement des industries locales.

L'aménagement de silos, de dépôts, des moyens mécaniques de manutention, procurera du travail à tous les artisans locaux.

Il faudra plus de gérants, de comptables, d'employés de bureau plus de manoeuvres aussi, soit dans des entreprises privées ou collectives, soit dans des sociétés coopératives.

Un important groupe de la population trouvera là des emplois bien rémunérés et deviendra un groupe intéressant de consommateurs pour les produits de l'agriculture et de l'artisanat.

Autres emplois

De nombreux services auxiliaires se créeront dans le secteur des professions libérales :

- Employés de banques et agents du crédit agricole
- Agents d'assurance
- Conseillers agricoles
- Experts-conseils, etc..